

Ensemble, *relevons* *le déficit climatique*

MUCUS

numéro 9 . juin 2015 . paf: 1 euro



le zine morveux du Caracol social club

Notre efficacité dépendra de notre nombre

Le dernier rapport du GIEC est alarmant : +4,8 °C d'ici la fin du siècle si nous persistons dans cette voie d'ébriété énergétique et de prédation de l'environnement. Pourtant, les conséquences de ces changements climatiques extrêmes sont connues et déjà visibles sur la planète : insécurité alimentaire, biodiversité en chute libre, migrations contraintes...

En France, la loi de programmation pour la transition énergétique est loin d'être à la hauteur des enjeux. A Lima en décembre dernier, la conférence des Nations-Unies sur le climat s'est achevée sans qu'aucun pas en avant n'ait été fait vers la résolution de la crise climatique. Déjà 20 ans qu'à Rio on parlait de lutte contre les changements climatiques au « sommet de la terre ». Mais, depuis aucun engagement réellement contraignant ni pour les plus gros pollueurs que sont les multinationales, ni pour les États, n'a vu le jour, bien au contraire.

Ce sont de bien mauvais signaux a quelques mois de la COP 21, conférence internationale sur le climat qui se tiendra à Paris à la fin de l'année.

Cette conférence s'annonce comme la conférence des « fausses » solutions – des solutions de très haute technologie, mais éminemment dangereuses. Ces pseudo-solutions sont des leurres qui renforcent le pouvoir des multinationales, fragilisent le droit des peuples (accaparement des terres, projets inutiles imposés...) et in fine, aggravent encore la crise climatique.

Si nous voulons que de vraies avancées aient lieu, nous devons faire entendre la voix des citoyen-ne-s et des organisations soucieuses de l'avenir de la planète et du sort des populations. La conférence de Paris doit être celle d'un changement de perspectives et de vision du monde, afin de définir ce que peuvent être les solutions réelles fonctionnant au Nord comme au Sud.

Quelles solutions pouvons-nous attendre d'États, d'institutions – et des multinationales de plus en plus soumis aux multinationales, qui traitent tout ce qui touche l'avenir de la planète comme une marchandise, dont le réglemets des problèmes devrait cadrer avec des accords commerciaux, des traités comme le TAFTA (traité pour un grand marché transatlantique) ?

En octobre 2013, à Bayonne, Alternatiba, un véritable village des alternatives, individuelles, collectives, territoriales, au changement climatique et à la crise énergétique montre la voie. Ensemble ils appellent à multiplier les initiatives similaires. Alternatiba est aujourd'hui le nom des collectifs des alternatives. Dans la perspective du sommet international sur le climat qui aura lieu à Paris fin 2015, des collectifs se sont créés pour obtenir les mesures indispensables et urgentes à la sauvegarde de notre avenir et celui de nos enfants. C'est ainsi qu'Alternatib'Ariège est né.

Notre collectif veut montrer, qu'ici même en Ariège, les solutions existent et qu'elles construisent un monde meilleur.

Des centaines de personnes construisent des alternatives au modèle actuel : consommer des produits sains et locaux, de l'énergie renouvelable, défendre et développer l'agriculture paysanne, donner du sens à son argent, coopérer au lancement d'un média alternatif, réaliser un projet de récupération et réparation, soutenir des actions d'insertion et le commerce équitable, participer à la vie associative locale...

Incontestablement, la mobilisation massive et l'engagement constant des citoyens seront des éléments déterminants pour que ces alliances débouchent sur un rapport de force favorable à la transition vers des sociétés justes et durables. Dans un contexte mondial où le paradigme est de plus en plus lié à l'équation bonheur = consommation, il est nécessaire de donner aux citoyen-ne-s des clés de compréhension et les preuves de l'efficacité des alternatives qui libéreront un imaginaire porteur d'une meilleure qualité de vie et fondé sur le bien vivre ensemble.

Si on perd la bataille du climat, on perd toutes les autres

Le climat détermine tous les autres pans de la vie sur Terre, les conditions de guerre et de paix, les possibilités de maintenir une démocratie. Et la biodiversité ne résistera pas au changement climatique s'il s'aggrave encore. Tout le reste est conditionné par le climat.

Et puis, il y a une donnée particulière dans le climat, c'est le calendrier : on a dix ou quinze ans pour empêcher de passer à des seuils d'emballement irréversibles. Certes, en biodiversité, il y a aussi un calendrier pressant et on franchit des seuils, mais il y a des choses plus ou moins réversibles, on arrive à faire revivre des sols bétonnés et pollués...

En ce qui concerne le climat, une fois qu'on a franchi le seuil, c'est fini. Si l'on croit ce que nous disent les scientifiques, cette bataille est centrale. Si on la perd, on perd toutes les autres. Et cette bataille se joue maintenant.

(...) La réflexion nous a fait comprendre qu'il ne fallait pas aborder le problème du climat comme problème, mais par les solutions. Les gens ne se sentent pas de prise sur le changement climatique, parce qu'il paraît trop abstrait, immense et complexe, et d'autre part parce que les seules solutions envisagées jusqu'alors étaient l'accord de 200 chefs d'Etat.

Les gens se sentent impuissants. Alternatiba prend la question par l'autre bout : on ne dit plus qu'il faut attendre d'une grande réunion internationale la solution magique au réchauffement climatique. On dit qu'on peut faire plein de choses tout de suite, à partir des individus, des collectifs et des territoires.

(...) On se considère comme radicaux car on croit vraiment au slogan « changer le système pour ne pas changer le climat ». Il faut mettre autre chose en place que le capitalisme, la croissance et le productivisme si on veut rester dans les limites possibles de la Terre.

Mais on est pragmatiques car on a conscience du rapport de force. On ne parle pas de révolution, pour l'instant, on est incapables de la faire. Donc on lance des dynamiques qui permettent de créer des rapports de force favorables, d'être demain en capacité de gagner, même des petites batailles.

On ne monte jamais en haut d'une montagne d'une traite, mais en plusieurs étapes. Je me souviens d'une personne qui nous reprochait de défendre une politique cyclable à Bayonne, au prétexte qu'une fois acquise, elle profiterait à Decaux qui mettrait plein de vélos partout avec sa publicité. Mais avec ce raisonnement, les féministes auraient-elles dû batailler pour le droit à la contraception ? Parce qu'à la fin, c'est un grand laboratoire pharmaceutique qui récupère la mise.

La seule question pertinente de la radicalité est de savoir si elle change les rapports de force et si elle transforme la société. Il y a un déphasage, en France, entre le discours radical et l'action réelle. Il faut être à la fois dans la radicalité et la résistance, en puisant dans la désobéissance civile et l'action directe non-violente, et dans un travail large, qui formule des propositions parlant à la population et aux élus.

Extrait d'une interview de Txetx Etcheverry pour Reporterre 13/04/15. Avec Bizi, fondée en 2007 à Bayonne, Txetx a monté une association écologique dynamique, alliant les interventions concrètes (et non-violentes) et la réflexion de fond. De Bizi est né le mouvement Alternatiba, qui organise des villages d'alternatives pour parer au changement climatique.



Rejoignez Alternatib'Ariège alternatibariege@laposte.net

L'utopie

En 2050 agriculture et climat se réconcilient

A quoi ressemblerait une agriculture respectueuse des hommes et de l'environnement ? Qui ne contribuerait plus au réchauffement climatique, et qui s'y serait adapté ? Fermez les yeux, rêvez, et embarquez-vous pour la journée d'une paysanne de 2050...

5h30. Le réveil sonne. Laurence ouvre un œil, lit la date sur le cadran : lundi 4 avril 2050. Elle sourit, éteint le réveil et se rendort. Elle vient de réaliser que cette semaine, c'est l'un de ses associés qui assure la traite des vaches. Elle a encore plus d'une heure de sommeil devant elle avant d'attaquer sa journée.

7h. Cette fois-ci bien réveillée, l'agricultrice boit son café. Elle s'aperçoit que les labels bio et équitable ont été supprimés du paquet. Plus la peine de l'indiquer, c'est devenu le seul café disponible désormais. Elle envie ces pays équatoriaux où tout pousse si facilement. Elle a étudié leur système agroforestier : les hauts arbres de la forêt équatoriale sont conservés.

En-dessous, s'épanouissent cacaoyers, caféiers ou bananiers. Ces arbres de sous-bois sont ainsi beaucoup plus productifs et n'ont plus besoin de traitements phytosanitaires. Au sol, les cultures vivrières approvisionnent les paysans et le marché local. Et oui, l'agriculture familiale nourrit 80 % de la planète, se rappelle-t-elle toujours.

Laurence vérifie la météo. Elle annonce des températures en hausse et du ciel bleu toute la journée. Parfait, pense-t-elle, la vague de froid se termine mais a duré suffisamment longtemps pour tuer les parasites. Car depuis que les hivers se réchauffent, ils sont chaque année plus nombreux au printemps, à attaquer les animaux et les cultures.

La faillite de Lactalis

8h. Les enfants partent à l'école à pied. Avec son mari, Laurence a fait le choix d'habiter dans le centre du village. Elle enfourche son vélo, direction la ferme à trois kilomètres. A son arrivée, ses deux associés l'attendent pour leur point matinal.

Quinze ans qu'ils se retrouvent comme cela presque tous les lundis. Les trois agriculteurs se sont associés pour racheter les 200 hectares de la grande ferme céréalière de l'orléanais. Leur première décision a été de consacrer quelques hectares à la production maraîchère. Les paniers de légumes sont vendus en direct dans les villages alentours.

Une bonne partie de la surface de l'exploitation reste consacrée aux grandes cultures. Blé, seigle, épeautre, colza, féverole, lentilles, luzerne, etc. La

production est diversifiée au maximum. Pommes de terres et betterave rouge ont même été introduites dans la rotation. Le reste des surfaces a été converti en prairies, pour les cinquante vaches de l'exploitation.

Laurence a commencé sa carrière chez Lactalis, premier groupe laitier mondial il y a encore vingt ans. Le lait synthétisé en laboratoire faisait sa fortune. Mais une bactérie a contaminé tous les stocks, provoquant la faillite de la compagnie. La jeune femme a donc décidé de quitter la ville pour devenir paysanne. Son mari instituteur l'a suivie : pas difficile de trouver un poste dans les écoles de campagne, en cette période d'exode urbain.

Laurence et ses associés se répartissent les activités : Jean part en formation agroforesterie, Patrick s'occupe des vaches toute la semaine, Laurence gère les cultures.

La moitié des agriculteurs français en bio

9h. Elle chausse ses bottes et prend son carnet de notes. C'est parti pour un tour d'observation. Autour de la ferme, les prairies sont vertes mais l'herbe est encore basse. Les vaches profitent déjà du soleil. Les haies, taillées, sortent leurs premières feuilles. Elle retourne une motte de terre humide et brun foncé. Pas d'inquiétude, le sol riche en humus a gardé l'eau malgré le peu de pluie des dernières semaines. S'il garde cette consistance, il assurera sa fonction de stockage pendant la période critique de l'été.

Laurence se dirige vers les champs. Les jeunes noyers, érables et frênes, des essences locales, pointent au-dessus des pousses de blé. C'est la dernière parcelle convertie en agroforesterie. Plus loin, les rangées de pommiers et poiriers sont déjà plus fournies. Ils ont été plantés y a quinze ans, lors de leur installation.

Chaque été, les parcelles sont un peu plus vertes, grâce aux arbres qui retiennent l'eau. La luzerne qui y pousse sera bientôt récoltée. Une partie alimentera le petit méthaniseur qui fournit l'électricité de l'exploitation, et du biogaz pour les véhicules. Le reste servira d'abord à faire les provisions de fourrage pour l'été. Les étés sont de plus en plus chauds et les prairies asséchées ne suffisent plus aux vaches. Malgré cela, l'exploitation est autosuffisante en nourriture pour les bêtes. Au-delà de la haie, un camaïeu de verts se dessine dans la campagne. Pas question de laisser le moindre sol nu. Féveroles et repousses de colza fixent l'azote dans la terre pour les cultures suivantes. Un vol de perdrix grises vient se poser au pied d'une haie, à la recherche d'insectes. C'est un signe de bonne santé du champ, si elles y trouvent à manger, pense Laurence. Depuis leur installation, ils ont toujours été en bio, comme une bonne moitié des agriculteurs français.

La terre craquelée a l'air d'avoir soif, la paysanne ne s'inquiète pas. Elle sait qu'à la moindre pluie, elle se gorgera à nouveau d'eau. Les précipitations sont de plus en plus erratiques. Quand il ne pleut pas assez au printemps, cela annonce un été très sec et de maigres récoltes de céréales. Heureusement ces années-là, les



légumes ou la production laitière viennent soutenir les résultats de l'exploitation. La diversification était le seul moyen de faire face aux aléas climatiques de plus en plus fréquents. Canicule, grêle, tempêtes, il devient rare qu'ils n'essuient pas au moins une catastrophe dans l'année. Mais l'exploitation a prouvé sa résilience. 11h00. Retour à la ferme, Jean bricole le pressoir à fruits dans le vieux hangar. A une époque, le bâtiment abritait un élevage de porcs hors sol. Le propriétaire a fait faillite quelque temps avant qu'ils ne reprennent la ferme : tout l'élevage est mort lors d'une vague de chaleur...

Ils ont été remplacés par quelques porcs d'une race rustique. Comme les poules, d'une race locale, ils ont su s'adapter. Le petit élevage consomme les déchets du maraîchage et des cultures. La viande et les œufs sont vendus en direct avec les paniers de légumes. La paysanne fait le tour de la basse-cour, nourrit tout le monde, ramasse les œufs.

Une ferme sans patron

12h30. Autour de la table du déjeuner, les trois associés et leurs deux employés. Au menu, carottes et lentilles au cumin accompagnés d'omelette, puis compote de pommes aux amandes en dessert. Ils se sont mis d'accord pour ne mettre de la viande au menu qu'une fois par semaine.

Christophe tient les comptes et s'occupe de l'administration. Là depuis deux ans,

il va bientôt devenir associé lui aussi. Il lance la discussion sur la possibilité d'investir dans un nouveau système d'irrigation pour le maraîchage. La ferme a les fonds.

« - N'y a-t-il pas des méthodes agronomiques à améliorer avant d'irriguer ? », demande Laurence.

« - J'ai entendu parler d'un groupe de maraîchers qui travaillent sur des variétés moins gourmandes en eau. Je peux les rencontrer », propose Josie, qui travaille principalement sur la partie légumes de l'exploitation. Elle aussi devrait devenir à terme associée. Le but est d'avoir une ferme sans patron !

C'est décidé, plutôt que d'investir dans du matériel, ils utiliseront ces fonds pour embaucher une personne de plus : ils pourraient gérer plus tranquillement la diversité des activités de l'exploitation et s'attribuer une semaine de vacances de plus.

Le supermarché délogé par les circuits de distribution locaux

14h. Laurence et Josie chargent le camion en choux, épinards et poireaux. Ce qui ne part pas dans les paniers est livré au magasin de producteurs du bourg voisin. Pareil pour les œufs et la volaille.

A la sortie de la ville, elles s'arrêtent au « Hangar » pour déposer quelques cageots de légumes. Le centre artistique autogéré organise une journée portes ouvertes à la fin de la semaine. Il s'est installé dans les locaux de l'ancien supermarché, fermé avant même l'arrivée de Laurence dans la région. Il n'a pas résisté au développement des circuits de distribution locaux.

Puis le camion prend la direction de la coopérative. Elle est gérée à la fois par des paysans, un artisan boucher et un artisan boulanger, et des consommateurs. Elle a commencé par réunir les productions céréalières de quelques fermes, pour créer un moulin à farine : pain et pâtes sèches sont fabriqués sur place pour être distribués dans les villages et agglomérations alentours, mais aussi en Île-de-France.

Très vite, les éleveurs ont aussi obtenu la création d'un petit abattoir accompagné d'un atelier de transformation de la viande. Il ne fonctionne pas tous les jours, mais cela permet d'échapper aux dérives des grands abattoirs. La paysanne admire le dernier investissement de la coopérative : des équipements de collecte du lait et un petit atelier fromager pour diversifier les activités.

16h30. La salle de réunion se remplit de ses collègues paysans, on commence à discuter autour d'un thé ou d'un café avant d'entamer la réunion semences. Le groupe travaille sur la sélection de plusieurs variétés de céréales. Carole, la chercheuse qui coordonne, recueille leurs dernières observations en champs. Le petit épeautre, pourtant issu d'un climat montagneux, a merveilleusement résisté à l'été sec, mais est difficile à transformer en pain. « Mais en mélange avec notre blé local, il fonctionne très bien », tempère le boulanger. Il en a apporté une

miche : le pain a un petit goût sucré et se garde bien.

18h30. Sur la route du retour, Laurence repasse au « Hangar » récupérer ses filles après l'atelier théâtre. Elles veulent faire un détour pour montrer le chantier du futur collège à leur mère. La fierté des deux gamines, c'est que sa ferme a fourni de la paille pour l'isolation du bâtiment. « La prochaine fois, on fournira même le bois ! », sourit leur mère.

(Source :

Trois sources principales ont permis d'imaginer cette utopie :

- Jacques Caplat, auteur de [L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité, aux éditions Actes Sud.](#)
- Pablo Servigne, auteur de [Nourrir l'Europe en temps de crise, éditions Nature & Progrès.](#)
- Le scénario [Aferres 2050, du cabinet d'études en agriculture et en énergie Solagro.](#)



L'action

Pour le climat, grève de l'économie !

Le changement climatique résulte d'une organisation sociale précise : le capitalisme productiviste, qui engloutit la société par et dans l'économie. Il faut cesser de ne s'attaquer qu'aux conséquences de l'économie productiviste, mais la saper à la base. Grève de l'économie !

Chacun peut constater que le climat est devenu le produit – ou plutôt le déchet – d'une organisation sociale : le capitalisme productiviste, c'est-à-dire un modèle industriel de production et de consommation qui induit des modes de vie appuyés presque exclusivement sur des énergies carbonées fossiles, et qui sont donc l'une des principales causes des dérèglements climatiques.

Cette organisation sociale se caractérise par l'engloutissement de la société par et dans l'économie. Cela signifie non seulement que toute la vie sociale est quasiment réduite à sa dimension économique mais aussi que c'est toute la chaîne économique qui s'attaque à tous les pans de la vie sociale : extraction à production à redistribution à consommation à déchets.

- ▶ Car en amont de la production, il y a l'extraction, c'est-à-dire une violence exercée contre la nature, réduite à n'être qu'un stock de « ressources ».
- ▶ Car en aval de la consommation, il y a les déchets que les fariboles de l'économie circulaire présentent aussi comme des « ressources », mais qui empoisonnent l'air, l'eau et les sols.
- ▶ Pas question, enfin, de croire qu'il suffirait d'une simple redistribution des « richesses » pour, comme par magie, rompre radicalement avec toute cette « économie » des gaspillages et des gâchis, écologiques, sociaux et bien évidemment démocratiques.

Comment alors ne plus répéter ce qui a déjà échoué en ne s'attaquant qu'aux conséquences de l'économie productiviste ? Comment ne plus se contenter de toutes ces formes traditionnelles de contestation (pétitions, appels sans contenu... mais signés par des « personnalités ») qui, peu ou prou, en reviennent toujours à maintenir l'illusion que ce serait par une gouvernance mondiale ou par une prise préalable du pouvoir que les lendemains rechanteront.

D'ores et déjà, sans jouer au prophète de malheur, nous pouvons annoncer qu'il n'y aura pas d'accord historique à Paris en décembre 2015.

« C'est Laurence Tubiana, la représentante de la France dans les négociations qui l'affirme, essayant de tempérer les attentes par rapport à la prochaine conférence de l'ONU en décembre 2015 sur l'aéroport du Bourget : "A Paris, nous ne serons pas en capacité d'être dans un scénario de limitation du réchauffement à 2 °C". Voilà qui est clair, lucide et fondé ». [\[1\]](#)

Du coup, tirant les leçons des ratés de Copenhague, une Coalition Climat 21 s'est mise en place, qui semble avoir compris qu'il ne s'agit pas de multiplier les coups (plus ou moins) médiatisés pour au contraire préférer une position d'acteur et de prescripteur plutôt que de spectateur. Fort bien ! Mais comment ?

Car d'un côté, les membres de cette coalition ne manquent pas de railler le texte final de Lima qui, en réalité, se contente de juxtaposer les propositions les plus contradictoires.

Mais d'un autre côté, en interne, c'est-à-dire en ce qui concerne les modalités d'actions propres à la Coalition, ils ne semblent pas vouloir procéder autrement : chaque membre de la coalition aura la « liberté » de mener ses propres initiatives. Dans les deux cas, malheureusement, le même constat semble s'imposer : ne jamais entrer dans l'examen des points qui font clivage... faute de vouloir chercher un accord réel sur ce que devraient être des objectifs communs.

Imaginer une grève de l'économie

C'est donc d'un autre rapport de forces dont nous avons besoin et puisque c'est d'économie qu'il s'agit, il faut oser imaginer une Grève de l'économie. Pas moins ! Se « contenter » d'une grève de la production, ou de la consommation, ce serait répéter les fables du libéralisme qui prétendent « diviser » les chaînes de l'économie pour mieux nous y attacher.

► Les modalités d'action ne manqueront pas : arrêts de travail, réunions et débats dans les entreprises et les services publics, dans les établissements scolaires, boycott actif de la grande distribution et des fournisseurs d'énergie et des transporteurs, journées sans achat, sans déchets, extinction de l'éclairage public, actions antipublicité, mise en place de circuits courts et de gratuité.

► Les revendications ne manqueront pas, surtout si nous les articulons à des limitations démocratiquement choisies des énergies et des revenus. Pour entamer sans attendre la décroissance et repasser sous les plafonds de la soutenabilité écologique tout en assurant à chacun les moyens décents de son autonomie et de sa sobriété, il nous faudra de « belles revendications » formulées dans le cadre de l'espace écologique (pas de plancher sans plafond, et réciproquement).

Pas de revenu-plancher sans un plafonnement des revenus (et des patrimoines). Pas de limitation dans les productions d'énergie sans garantie, au plus près des territoires, d'une autonomie énergétique et de l'accès gratuit pour tous aux besoins essentiels.

Relocalisation de la production et de la distribution des biens et services, à travers des coopératives et régies publiques territoriales autogérées. Moratoire sur l'extraction des ressources, l'artificialisation des sols, et la destruction des écosystèmes et des modes de vie traditionnels.

[1] Maxime Combes, [Mediapart](#)

Source : Michel Lepasant et Christian Sunt membres du [Mouvement des Objecteurs de Croissance](#)



L'actualité

Terrorisme et changement climatique

2015 devait être l'année du climat, elle est pour l'instant celle du terrorisme, qui inonde médias et vie politique depuis les attentats de Paris. Mais le terrorisme est-il étranger à l'enjeu climatique ?

L'impact du réchauffement climatique, tant en termes d'instabilité intérieure que de conflits internationaux, est maintenant reconnu. Le cinquième rapport du GIEC expliquait ainsi, dans son second volet, que « le changement climatique va accroître indirectement les risques de conflit violent de type guerre civile, violence interethnique et violentes manifestations », tandis que Maplecroft, une société d'analyse des risques mondiaux, écrivait en décembre, à l'occasion de la sortie de son Atlas 2015 consacré au changement climatique, que « le commerce mondial et l'armée considèrent maintenant le changement climatique comme un impératif crucial dans la gestion des risques ». Une prise de conscience qu'avait amorcé le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, en 2007, quand il avait présenté la crise du Darfour comme une conséquence du réchauffement climatique.

Un « catalyseur de conflit », voilà le rôle du changement climatique selon Nicolas Hulot, qui prend l'exemple de la Syrie, où plusieurs recherches rapportent la guerre civile ouverte en 2011 aux graves sécheresses ayant frappé le pays les quatre années précédentes. Des sécheresses dans l'aire méditerranéenne qui sont le fruit du réchauffement climatique, selon un rapport de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) : « la magnitude et la fréquence de la sécheresse sont trop importantes pour être uniquement expliquées par les variations naturelles ».

Difficile d'en conclure pour autant la seule responsabilité du réchauffement climatique dans le conflit syrien : « Cela doit être compris dans un contexte plus global, où le terrain était déjà miné par des réformes agraires désastreuses. De plus, le climat politique et social était particulièrement tendu », indique Ingrid Metton, avocate pénaliste et diplômée du Centre d'études sur le terrorisme au John Jay College of Criminal Justice.

La zone aujourd'hui contrôlée par l'Etat Islamique correspond aux territoires les plus dramatiquement touchés par les sécheresses.

Assez pour établir une corrélation directe entre réchauffement climatique et terrorisme ? « L'avènement de Daesh n'est pas directement lié au réchauffement climatique, mais celui-ci a créé le terreau propice. C'était une condition nécessaire, mais non suffisante », écrit à Reporterre Charles B. Strozier, professeur d'histoire à l'Université de New-York et fondateur et directeur du Centre d'études sur le terrorisme.

Il est un des premiers à avoir fait le lien entre ces deux objets d'étude : « J'ai travaillé sur le terrorisme et les violences politiques depuis 25 ans, mais c'est avec la guerre en Syrie que j'ai réalisé que des changements radicaux dans notre environnement pouvaient provoquer une poussée du terrorisme ».

Réchauffement climatique, sécheresse, explosion de la crise, avènement de Daesh, instauration du terrorisme : la chaîne de causalité est longue. « Il y aura toujours une relation très ténue entre le réchauffement climatique et le terrorisme », dit le chercheur. Attention aux conclusions hâtives : le terrorisme ne reste qu'une des conséquences possibles du dérèglement climatique, rappelle-t-il.

L'accélération du réchauffement climatique prévue dans les années à venir pourrait bien nourrir davantage le phénomène terroriste. « Il n'est plus possible d'envisager l'évolution de ces organisations extrémistes sans prendre en compte l'aspect climatique », expliquait récemment sur France 24 Duncan Dupledge, chercheur associé à la Royal United Services Institute for Defense and Security de Londres. En octobre dernier, le Pentagone publiait ainsi un rapport qualifiant le réchauffement climatique de « menace immédiate » pour la sécurité intérieure et d'allié potentiel pour les groupes terroristes.

C'est dans le sens de cette démarche qu'un Livre vert de la Défense a été publié l'an dernier, sous la direction de Leila Aïchi, vice-présidente de la commission

des Affaires étrangères et de la Défense au Sénat. L'intention est simple : aborder la politique de défense selon les risques que fait courir le réchauffement climatique. Une vision préventive inspirée du concept de « Green defense ».

La nécessité s'est fait jour aux yeux de la sénatrice EELV lorsqu'elle a travaillé sur la piraterie somalienne : « On y répondait par une approche extrêmement sécuritaire, en augmentant le nombre de bateaux par exemple. Mais on ne solutionnera pas le problème si l'on ne comprend pas que 95% des pirates sont d'anciens pêcheurs paupérisés par la raréfaction des ressources halieutiques. Et ça, c'est la crise écologique, que ce soit par le biais de l'acidification des océans engendré par le réchauffement climatique, par le problème de la surpêche ou bien par encore la pollution des eaux... »

Car si le problème du climat a bel et bien pénétré les consciences du XXI^e siècle, on ne peut pas en dire autant de ses répercussions. « Faire du recyclage, c'est bien, mais il faut que chacun pense à l'image d'ensemble. Echouer à réduire les émissions de gaz à effet de serre, c'est involontairement permettre à Daesh, Al-Quaida, Boko Haram, les Shebab ou à d'autres groupes extrémistes de grandir. Lorsque nous réfléchissons au réchauffement climatique, il faut en comprendre tous les enjeux de notre monde interconnecté » écrivait ainsi Charles B. Strozier dans une tribune du Huffington Post.

Mais alors, tous unis contre le terrorisme... tous unis contre le réchauffement climatique ? Il y a plus de dix ans, David King, alors conseiller scientifique de Tony Blair, estimait déjà que le changement climatique était une menace bien plus importante que le terrorisme. Il n'a pas vraiment été entendu. Et le terrorisme continue...

(d'après Barnabé Binctin, pour www.reporterre.net)

Lecture

Les apprentis sorciers du climat

L'échec répété des négociations internationales sur le climat signifie que nous nous dirigeons vers une hausse globale des températures de 3 à 6 °C d'ici 2100. Celle-ci entraînera des événements météorologiques extrêmes et de nombreuses souffrances humaines.

Les espoirs se tournent aujourd'hui vers des technologies qui proposent de refroidir la Terre sans changer notre modèle de développement ni de consommation. Telle est la promesse de la géo-ingénierie et de ses promoteurs, soutenus par Bill Gates lui-même. Pulvériser du soufre dans la haute atmosphère, modifier la chimie des océans, stocker le carbone dans les profondeurs de la Terre : tels sont les projets et les expériences à hauts risques de ces « géocrates » ? ingénieurs, scientifiques et hommes d'affaires ? qui entendent régler le thermostat de la planète. Clive Hamilton, spécialiste des enjeux environnementaux, pose la question de fond : ces hommes ont-ils le droit de jouer aux apprentis sorciers avec la Terre ?

(Les apprentis sorciers du climat : Raisons et déraisons de la géo-ingénierie - Clive Hamilton – le Seuil)



Le grand projet inutile

Linky, pas de Big brother chez moi !

Voilà maintenant plus d'un an que les associations qui luttent contre les pollutions électromagnétiques alertent au sujet du nouveau compteur Linky qu'EDF veut imposer aux usagers, sans être vraiment entendus. Plus récemment, c'est Que Choisir qui vient de dénoncer l'arnaque financière que représenterait cette installation, dont le coût serait supporté par les usagers.

La loi de transition énergétique qui sera votée «avant l'été 2015» prévoit de rendre obligatoire le Linky, un nouveau compteur électrique qui émet des radiofréquences, sous peine d'amende de 1.500 euros.

Les radiofréquences qu'émet le Linky sont classées «cancérogènes possibles» depuis le 31 mai 2011 par le Centre International de Recherche sur le Cancer, qui dépend de l'OMS. Après l'installation d'un compteur Linky, tous les appareils électriques ré-émettent ces radiofréquences sur une distance de 2,50 mètres. Si la loi de transition énergétique est adoptée en l'état par les députés et les sénateurs lors de son deuxième examen «avant l'été 2015», personne ne pourra échapper aux radiofréquences.

Nouveauté introduite dans le projet de loi de transition énergétique : les opérateurs d'effacement. Tenez-vous bien : il s'agit de la création juridique de ce statut, distinct des fournisseurs. Ils seront chargés de solliciter les consommateurs pour qu'ils désactivent sur une période donnée leur chauffage et/ou chauffe-eau. Le but : économiser de l'énergie bien entendu.

Mais cette non-consommation ne diminuera pas nos factures, ce sont les «opérateurs d'effacement» (des sociétés privées) qui s'en mettront «plein les poches» selon l'expression toute crue utilisée en séance par un sénateur UMP le 18 février 2015.

La presse reste muette sur le sujet alors que 2.500 journalistes ont reçu par mail, entre le 3 février et le 3 mars 2015, des informations détaillées sur les raisons supplémentaires de ne pas déployer 35 millions de compteurs Linky en France : l'augmentation des cas d'électro-hypersensibilité ; la surveillance, à distance et en temps réel, de l'activité des occupants des logements ; l'augmentation de 10 à 20 % de la consommation mesurée (et facturée), car le compteur Linky mesure la consommation réelle des appareils électriques munis de moteurs, comme le lave-linge, l'aspirateur, les robots ménagers, l'outillage pour le bricolage, les ventilateurs, les climatiseurs, les pompes à chaleur, les appareils munis de transformateurs et/ou de batteries rechargeables -téléphone portable, ordinateur fixe et portable, imprimante, scanner, hi fi, etc. (Tous les appareils électriques sont munis de moteurs, à l'exception de ceux qui produisent de la chaleur au moyen d'une résistance : radiateur, ballon d'eau chaude, four, plaque de cuisson, grille-pain, bouilloire, fer à repasser.)

Quant aux ampoules basse consommation fluocompactes, dont le Cosinus Phi est de 0,5, leur consommation mesurée (et facturée) va doubler. De plus, il faut savoir qu'après avoir été rendues obligatoires, ces ampoules sont d'ores et déjà interdites au niveau mondial à l'horizon 2020 par la Convention de Minamata, signée le 19 janvier 2013 à Genève par 140 États dont la France, en raison de leur teneur en mercure.

C'est maintenant qu'il faut manifester notre opposition au Linky !

Ce projet cumule plusieurs dangers : arnaque financière, atteinte à la vie privée, facilitation des coupures de courant sans délais, pollution grave...

Dans un premier temps, l'obligation du compteur Linky s'appliquera à tous les bénéficiaires des minima sociaux et à ceux qui procéderont à une rénovation thermique de leur logement. L'obligation sera ensuite étendue par voie d'ordonnance aux autres catégories de population.

Plus que jamais nous devons être vigilants et combatifs.

Des idées d'actions à mettre en œuvre avant l'été 2015 afin de faire pression sur le gouvernement et sur le parlement pour qu'ils renoncent au déploiement du compteur sont en ligne sur le site

<http://www.santepublique-editions.fr>

Naomi Klein :

«*Conjuguons justice sociale et action pour le climat*»

Face à l'ampleur des inégalités générées par le capitalisme débridé, face à l'urgence écologique que représente le dérèglement climatique, « tout peut changer », assure Naomi Klein dans son nouveau livre, («*Tout peut changer, capitalisme & changement climatique* » Actes Sud). A condition de ne pas « céder au désespoir », car « trop de vies sont en jeu », et de « se battre pour construire un système économique plus juste ». L'essayiste et militante altermondialiste canadienne est connue pour ses ouvrages critiques du capitalisme : *No Logo* dénonçait la tyrannie des marques, *La stratégie du choc* décryptait la brutalité des réformes néo-libérales. Elle pointe désormais l'impunité totale dont bénéficient les grandes entreprises pétrolières et gazières qui font peser une menace mortelle sur la planète.

Nous savons ce qui va arriver si nous ne faisons rien contre le dérèglement climatique – un désastre écologique et humain – et pourtant rien ne se passe. Comment expliquer ce déni dans lequel nous vivons ?

Le problème n'est pas que nous ne faisons rien, mais que nous nous engageons activement dans les mauvais choix. Notre système économique repose sur une croissance infinie. Toute expansion est considérée comme positive. Nos émissions de CO2 augmentent beaucoup plus rapidement que dans les années 1990. Dans la dernière décennie, le prix très élevé du pétrole a incité le secteur énergétique à se tourner vers de nouvelles formes d'extraction, plus coûteuses et plus polluantes, comme le pétrole des sables bitumineux et la fracturation hydraulique [gaz de schiste]. Nous avons encouragé les multinationales à produire à moindre coût, avec une main d'œuvre pas cher et des ressources énergétiques à prix bas. On ne peut pas dire que nous ne faisons rien : nous faisons empirer le problème !

Que peut-on espérer de la Conférence internationale sur le climat qui aura lieu à Paris en décembre 2015 ? Vous semblez ne rien en attendre...

Il faut être réaliste : cette conférence ne va pas sauver le monde. Il n'y aura pas d'accord aussi ambitieux que ce que demandent les scientifiques. Ils nous disent de réduire nos émissions de 8 à 10 % par an, à partir de maintenant. Et nos gouvernements parlent de commencer à réduire les émissions de 2 à 3 % à partir de la prochaine décennie. Ce n'est pas la même chose ! C'est une grave erreur de penser que nous pourrions d'un seul coup convaincre nos dirigeants. Cela nous condamne à la déception. C'est ce qui s'est passé avec le sommet de Copenhague en 2009 : beaucoup de gens en sont sortis profondément déprimés. Nous devons

plutôt voir la conférence de Paris comme un jalon sur la route.

Et cette conférence est importante car il y a eu, en particulier en Europe, un énorme évitement de la question du climat depuis le début de la crise économique. On ne parle plus que d'austérité, de la crise économique, ou du terrorisme. Le Sommet de Paris est une chance pour pouvoir aborder de nouveau le sujet. Une occasion pour contrer les discours insensés de nos dirigeants, réclamer une réduction spectaculaire des émissions dès maintenant, et également obtenir une ou plusieurs victoires significatives. Si le prix du pétrole reste bas, nous pourrions gagner une victoire concernant l'interdiction de forage dans l'Arctique. Tout est lié au prix du pétrole : avec les sables bitumineux en Alberta par exemple, le plus grand projet industriel sur la planète, nous avons livré une bataille vraiment difficile : le prix du pétrole a rendu l'exploitation de pétrole en Alberta incroyablement rentable pour les entreprises. Mais en ce moment les investisseurs fuient l'Alberta car extraire ce pétrole est devenu très coûteux. Ce contexte rend une victoire structurelle possible – un moratoire sur l'extraction des sables bitumineux ou la bataille de l'Arctique. Ces sujets ne sont pas à l'ordre du jour de la Conférence de Paris, mais nous ne devons pas renoncer à inscrire cela sur l'agenda des négociations.

Se battre pour le climat implique-t-il nécessairement de lutter contre le capitalisme et de changer de système économique ?

Il n'y pas d'autre moyens. Il y a encore une tendance au sein du mouvement écologiste à penser que l'on va trouver un moyen d'avancer sans offenser ceux qui ont aujourd'hui le pouvoir. Une sorte de voie médiane à trouver. C'est franchement une mauvaise stratégie. De plus en plus de gens comprennent que ce système économique est un échec. Il y a aujourd'hui des débats sur les inégalités massives qu'il a engendrées. Si le mouvement pour la justice climatique montre qu'agir pour le climat est la meilleure chance que nous ayons de construire un système économique plus juste, avec plus d'emplois et de meilleure qualité, plus d'égalité, plus de services sociaux, de transports collectifs, toutes ces choses qui améliorent la vie quotidienne, alors les gens se battront pour ces politiques. Cela est crucial.

Le problème est que nous avons des ennemis. J'utilise ce mot à dessein, car les industries basées sur les énergies fossiles se battent comme des diables pour protéger leurs intérêts, elles font tout ce qu'elles peuvent pour gagner. Et puis vous avez les gens qui sont dans le « milieu mou », qui ne participent pas vraiment à la bataille, parce que le résultat est incertain. Lier justice économique et action pour le climat peut permettre de créer une alliance avec tous ces gens, qui se battront pour cet avenir parce qu'ils en bénéficieront directement.

(Extrait de l'entretien accordé à Basta! le 8 avril 2015 www.bastamag.net)

Le livre

L'alimentation en otage

Dans l'ombre de la finance et du profit à court terme, une poignée de multinationales aux pouvoirs tentaculaires ont mis la main sur tous les échelons du système agroalimentaire mondial. De la graine plantée en terre à la grande distribution, des OGM à la sélection génétique animale, du négoce à la transformation, rien ne leur échappe.

Les ressources s'épuisent, les inégalités se creusent, le paysan est dépossédé de son métier, le consommateur berné. Une seule réponse possible face à la superpuissance industrielle mondialisée : exercer chacun et ensemble, en toute conscience, le droit de choisir ce que nous mangeons.

Extrait de l'introduction

Imaginez-vous devant un distributeur automatique de morceaux de viande. Vous glissez 5 euros dans la fente et enfoncez le bouton de votre choix, par exemple «bavette». Votre geste déclenche une imprimante 3D alimentée en cellules de viande de bœuf, modèle muscle long, cultivées sous cloche aseptique. La machine ronronne trois minutes... Voilà c'est fait, la viande est enveloppée automatiquement et vous la récupérez en bas de la glissière. Fiction ? A peine... les prototypes sont en route. Vous disposez déjà, chez les fournisseurs de restauration collective, d'œufs en poudre, blancs et jaunes séparés. Mieux, vous pouvez acheter de la mayonnaise sans œuf ! Ou de l'escalope... de PST, ou protéines de soja texturées, qui n'a de carné que le nom. Ce succédané de viande qui fait le bonheur des végétariens est aussi une arnaque dans pas mal de plats préparés (type nuggets, boulettes ou raviolis) où le PST sert de «meat extender» comme disent les Anglo-Saxons : en clair, il augmente le poids de la viande. L'emballage et le marketing ne vantent que la viande, pas le reste. Tout comme ils oublient de signifier que les escargots de Bourgogne sont le plus souvent turcs, que l'andouille bretonne est parfois faite avec du boyau coréen et du porc polonais et que le jambon d'Aoste est chinois ou vietnamien. Qu'importe, ils sont conditionnés en France. L'emballage made in France fait illusion. Nous vivons une époque où le mensonge économique est roi. Une époque où les mots se vident de sens, où les origines des aliments s'effacent au profit de l'image que l'on veut nous vendre d'eux. La perte de repères sur laquelle nous alertent philosophes et politiques touche aussi l'alimentation. L'industrie agroalimentaire et la grande distribution s'ingénient à inventer une histoire à l'aliment qu'ils nous vendent. Peu à peu, son origine réelle, les champs, les étables, les femmes et les hommes de la terre, les saisons, la mort des animaux, les métiers de bouche

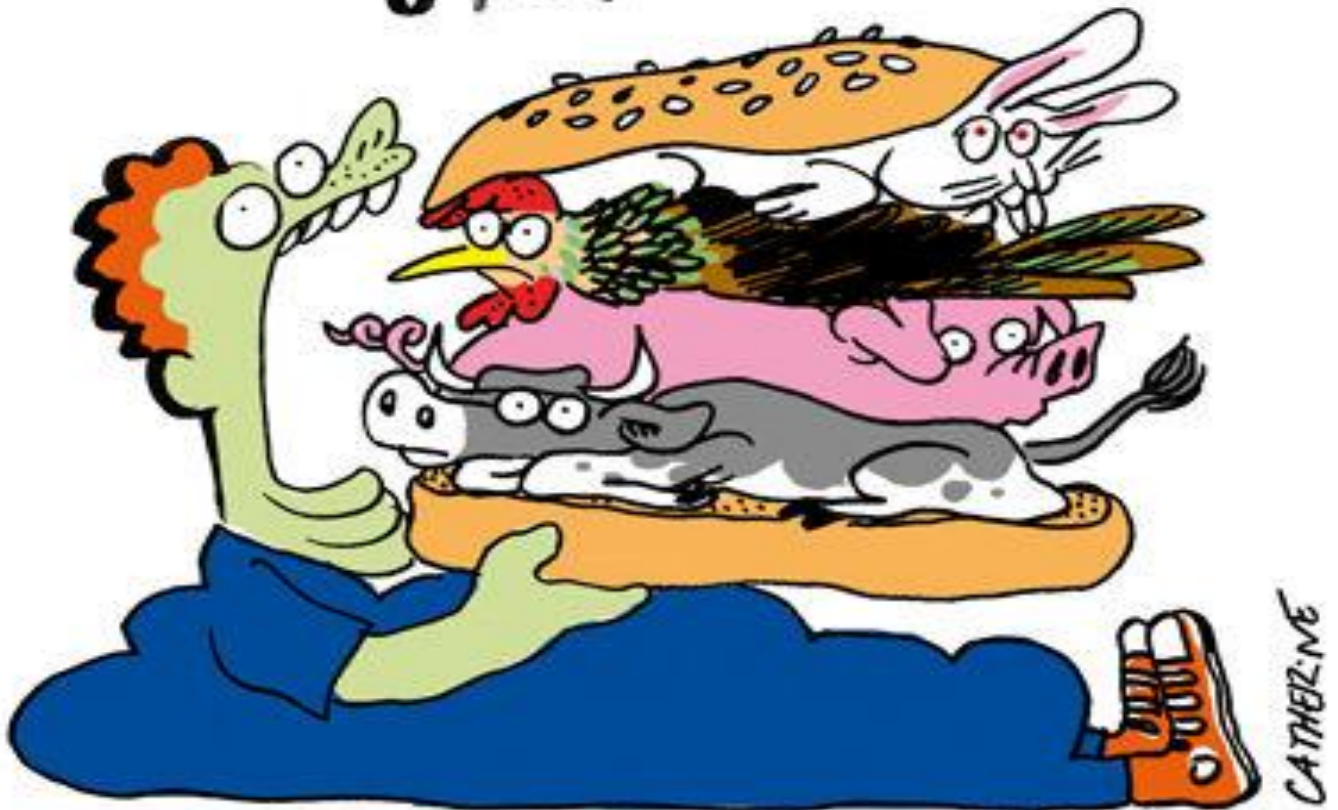
s'estompent au profit d'une représentation mentale de la denrée ; représentation savamment concoctée par le marketing. Cette représentation n'a plus de lien avec le réel, mais entretient un fantasme visant à bernier les gens. Il n'y a plus ni campagne ni paysans dans cette affaire, mais des usines à malbouffe dont on sait qu'elles peuvent faire des raviolis avec du cheval, de la viande avec des OGM, des antibiotiques et bientôt des hormones, des fruits et légumes avec des pesticides cancérigènes, du lait avec des vaches folles et maintenant du steak sans animal et des préparations aux œufs sans œufs. Ce brouillage des cartes sur la nature exacte des aliments sert à nous faire avaler les produits qui procurent le maximum de bénéfices aux industriels qui les fabriquent. Qu'on le comprenne bien, il y a des décennies que le commerce agroalimentaire ne sert plus le client mais la Bourse.

Dans les lignes qui vont suivre, vous allez découvrir que votre assiette est sous l'empire de quelques multinationales qui, à grand renfort d'«innovations», rongent notre liberté de choisir notre régime alimentaire selon les saisons et les terroirs, et qu'à l'échelle planétaire, les paysannes et paysans sont les premières victimes de ces stratégies industrielles et financières. Ils sont dépossédés du choix des semences de leurs cultures et de celui des races des animaux qu'ils élèvent. Ils perdent leur accès à la terre, à l'eau, au marché. Notre enquête révèle la volonté permanente d'un certain nombre d'entreprises transnationales de tout faire pour s'interposer entre l'homme et la nature. Pour nous faire oublier d'où nous venons. Pour effacer le souvenir du jardin nourricier primordial qu'est la Terre. Pour endormir notre instinct qui nous pousse à nous tourner vers elle quand nous avons faim et soif ou quand nous sommes malades. Pour nous faire perdre nos repères et mieux nous accrocher à ceux que ces entreprises nous tendent : des marques au lieu de noms d'aliments, une multitude de produits alimentaires industriels, un choix restreint de légumes non transformés, des préparations où la liste des additifs est plus longue que celle des aliments de base, des ersatz peu reluisants, des bidouillages génétiques et tant de gaspillage.

(« *L'alimentation en otage* », José Bové et Gilles Luneau aux éditions Autrement)



STOP!



Le refrain

Faites la cuisine, pas la croissance !

Contre le dogme néo-libéral et le mythe absurde de la croissance, manger est un acte politique. Grâce à une agriculture débarrassée de l'obsession productiviste, nous pouvons « entonner un refrain autrement plus subversif et jubilatoire que celui des chiens de garde de l'économie triomphante : Faites la cuisine et pas la guerre ! »

Le refrain est bien connu désormais. Il est entonné chaque matin par des chroniqueurs radiophoniques convertis à la religion néolibérale, il est récité inlassablement par nombre de responsables et d'élus politiques désireux de maintenir en éveil leur électorat, il est inscrit en lettres d'or par les technocrates bruxellois au cœur du projet de traité transatlantique de libre échange, dit TAFTA : « La croissance crée des emplois. » Vérité semble-t-il indiscutable à laquelle tout le monde finit par adhérer et dont les experts en économie, ou désignés comme tels, s'emparent avec délectation.

Manger, un acte politique

On le sait, l'agriculture moderne ne nourrit pas le monde puisqu'au moins 1 milliard d'hommes souffrent de la faim aujourd'hui. Les gros exploitants agricoles de nos campagnes défigurées ne produisent pas pour nourrir l'humanité mais pour s'enrichir.

Une agriculture débarrassée de l'obsession productiviste, respectueuse de la terre nourricière, exempte d'intrants chimiques, moins consommatrice de carburants fossiles et créatrice d'emplois pérennes peut garantir la souveraineté alimentaire des communautés humaines.

Manger est et sera un acte politique. La "révolution de l'assiette" est en marche bien que les rangs des révolutionnaires soient encore clairsemés. Pourtant aux avant-postes, apparaissent déjà les défenseurs d'une agriculture biologique, locale et paysanne appuyée sur les circuits courts et le réseau des AMAP, lesquelles échappent à la logique mortifère du marché.

Les rejoindront bientôt, en raison de la hausse inévitable du prix du pétrole raréfié, les adeptes d'un régime alimentaire moins carné, en mesure alors de diversifier leurs sources de protéines.

Cuisiner mieux !

Il faudra donc travailler moins pour cuisiner mieux ! Se nourrir exclusivement de produits issus de l'industrie agro-alimentaire écoulés par la grande distribution modifie notre alimentation, perturbe nos habitudes, nos régimes, fragilise notre santé et génère une quantité affligeante de déchets d'emballages.

Faire la cuisine est une toute autre démarche ! La créativité, l'inventivité, l'improvisation sont requises. La cuisson peut-être exigeante et réclamer une surveillance régulière, une concentration certaine mais au final quelle récompense !

Il ne serait pas insensé de vouloir accomplir cette tâche, somme toute ordinaire, avec soin, délicatesse, patience et lenteur dans un monde voué au culte de la performance, de la vitesse et des records. « La lenteur, écrivait Pierre Sansot, peut signifier que chacune de nos actions importe, que nous ne devons pas l'entreprendre à la hâte avec le souci de nous en débarrasser. »

Les amoureux de la table, devenus ou redevenus amants pour la circonstance, reconnaîtront bien volontiers la proximité de l'art culinaire et de la relation charnelle. A des degrés divers, la finalité est la même : donnez du plaisir et en recevez ! A notre tour donc d'entonner un refrain autrement plus subversif et jubilatoire que celui des chiens de garde de l'économie triomphante : Faites la cuisine et pas la guerre !

(Extrait d'un article de Didier Harpagès pour Reporterre)

Le conflit d'idées est nécessaire à la stabilité de la démocratie

MUCUS, la voix du dissensus

Les anciens numéros de MUCUS (qui pourrait être l'anagramme de **Mouvement d'utopies collectives unitaires et solidaires**) sont disponibles en version Pdf en téléchargement gratuit sur le site www.sainte-croix-volvestre.info ou par email caracol09@laposte.net

Pour rappel.

n°1 « Ralentissez ! » ralentir, c'est résister !, n°2 « Ibouque m'a tuer ! » sur la résistance au numérique, n°3 « Pour une pédagogie de l'escargot » éloge de l'éducation lente, n°4 « L'amer Noël ! » sommes-nous des enfants gâtés ?, n°5 « Le droit à la paresse » ouvre le débat sur le revenu de base, n°6 « Eloge de la nourriture lente » slow food et résistance ; n°7 « Liberté, égalité, gratuité » moins de biens plus de liens ; n°8 « Célébrons les basses technologies » l'âge des low-tech . N° hors série « N'Autre village », une autre gestion municipale est possible.

MUCUS est partageur.

Il est donc permis de reproduire ses articles à l'identique, distribuer et communiquer sans autorisation, en citant évidemment notre source. Demandez quand même, cela nous fera plaisir de vous l'accorder et ce sera l'occasion de faire connaissance.

Il n'est pas interdit d'imprimer MUCUS (sur papier recyclé bien sûr) pour le laisser sur la table basse du médecin ou de votre coiffeuse préférée.

Si vous partagez les valeurs que défend le Caracol social club, aidez-nous à diffuser Mucus : - en participant aux frais d'impression en pré-achetant plusieurs exemplaires (5 euros=5 Mucus, 10 euros=10 Mucus) - en vous inscrivant sur la liste de diffusion pour télécharger gratuitement le numéro en PDF et le photocopier pour le distribuer autour de vous.

Le Caracol Social Club quesaco ?

Le Caracol social club est apparu publiquement pour la première fois le 1er mai 2013 à Ste Croix Volvestre. En ce jour de fête du travail le Caracol social club a choisi de faire l'éloge de la paresse en organisant une course... d'escargots sur le marché hebdomadaire et en invitant les lève-tard à une grande sieste publique.

Les membres du Caracol social club (qui pourrait être l'anagramme de **Collectif Ariégeois de Résistance et d'Alternatives Collectives à l'Ordre Libéral**) estiment que l'altruisme

devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur le compétition effrénée, le plaisir du loisir sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le local sur le global, le goût du bel ouvrage sur l'efficacité productiviste, le raisonnable sur le rationnel, le relationnel sur le matériel...

Le Caracol Social Club, n'est ni une organisation politique, ni syndicale, ni associative... Mais un collectif d'individus qui partagent la même philosophie et le même emblème : l'escargot (caracol en espagnol). Oui, le Caracol Social Club estime qu'il est urgent de retrouver la sagesse de l'escargot. Celui-ci nous enseigne non seulement la nécessaire lenteur mais une autre leçon plus nécessaire encore.

« L'escargot », nous explique Ivan Illich, précurseur de la décroissance, « construit la délicate architecture de sa coquille en ajoutant l'une après l'autre des spires toujours plus larges, puis il cesse brusquement et commence des enroulements cette fois décroissants. C'est qu'une seule spire encore plus large donnerait à la coquille une dimension seize fois plus grande. Au lieu de contribuer au bien-être de l'animal, elle le surchargerait. Dès lors, toute augmentation de sa productivité servirait seulement à pallier les difficultés créées par cet agrandissement de la coquille au-delà des limites fixées par sa finalité. Passé le point limite d'élargissement des spires, les problèmes de la surcroissance se multiplient en progression géométrique, tandis que la capacité biologique de l'escargot ne peut, au mieux, que suivre une progression arithmétique ». (« Le genre vernaculaire » Le Seuil - 1983)

Ce divorce de l'escargot d'avec la raison géométrique nous montre la voie pour penser une société de « décroissance », si possible sereine et conviviale.

Pour contacter le Caracol social club, pré-acheter MUCUS, télécharger la version PDF, une seule adresse : caracol09@laposte.net

.....

Made in UCA (un coin d'Ariège)

Imprimé par nos soins – Copyleft 2015

Merci de ne pas jeter MUCUS sur la voie publique

